

Observatoire de la faculté Sociétés et Humanités de l'Université de Paris

Rémi Goasdoué et Gaële Henri-Panabière

Premiers résultats n°1 Mai 2020

Les conditions d'études pendant le confinement Premiers résultats d'enquête

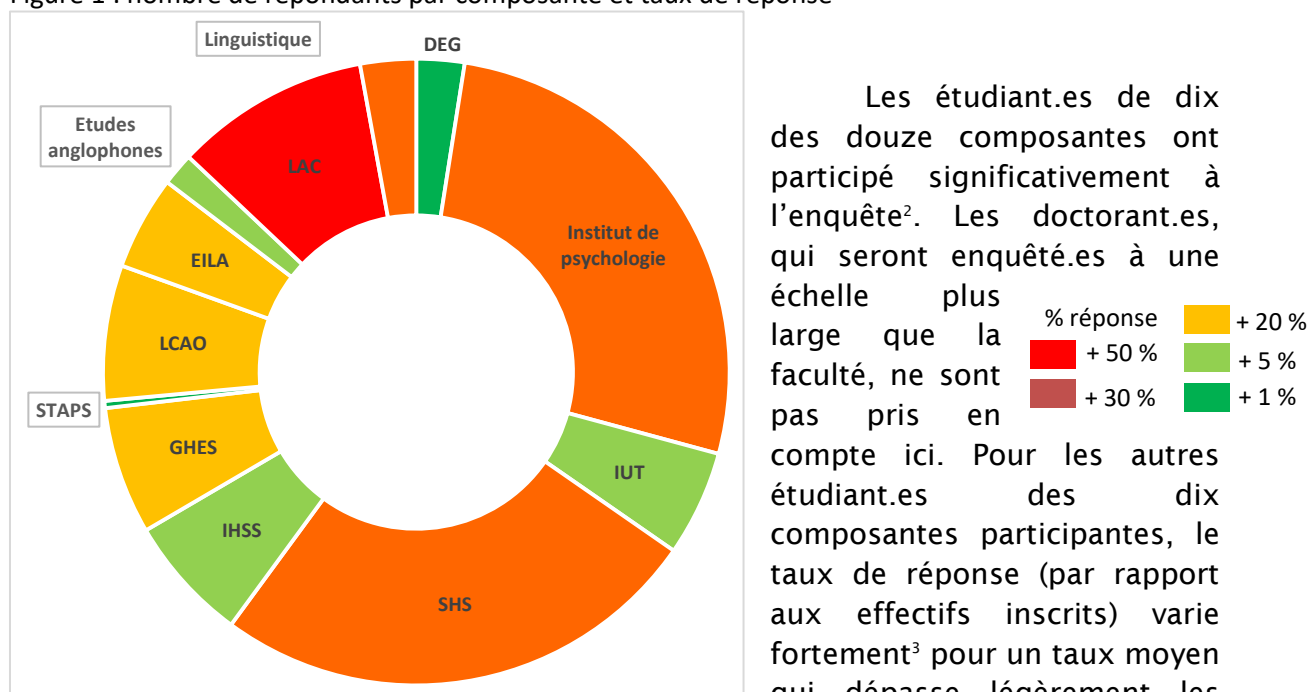
Renseigné par 3770 étudiant.es de la faculté Sociétés et Humanités, le questionnaire mis en ligne début avril dernier indique qu'ils/elles éprouvent une forte préoccupation pour la santé de leurs proches et pour la charge de travail liée à leurs activités conjointes d'étude, d'obligations domestiques et familiales. Suffisamment bien connecté.es pour répondre à ce questionnaire, ces étudiant.es restent nombreux à ne pas bénéficier d'un équipement personnel adapté au suivi des cours. De plus, une proportion importante subit une véritable dégradation de leurs conditions matérielles d'études avec le confinement, en particulier avec la perte de revenus et la réduction d'espaces de travail et de temps disponible.

Si vous souhaitez obtenir les données complètes des questions fermées, les résultats pour une composante, ou des précisions, faire des commentaires, participer à la conception des prochaines enquêtes, merci d'écrire à l'adresse suivante : observatoire.sh@u-paris.fr

Un questionnaire en ligne a été diffusé aux étudiant.es de la faculté SH par l'intermédiaire des directions de composantes à partir du 30 mars (il est resté ouvert une quinzaine de jours, une relance via les responsables de mention de diplôme ayant été faite entre temps¹). Ce document présente de manière synthétique les données obtenues avant analyses croisées à partir de 3770 questionnaires ainsi renseignés.

Qui a répondu à ce questionnaire en ligne ?

Figure 1 : nombre de répondants par composante et taux de réponse



Les étudiant.es de dix des douze composantes ont participé significativement à l'enquête². Les doctorant.es, qui seront enquêtés à une échelle plus large que la faculté, ne sont pas pris en compte ici. Pour les autres étudiant.es des dix composantes participantes, le taux de réponse (par rapport aux effectifs inscrits) varie fortement³ pour un taux moyen qui dépasse légèrement les

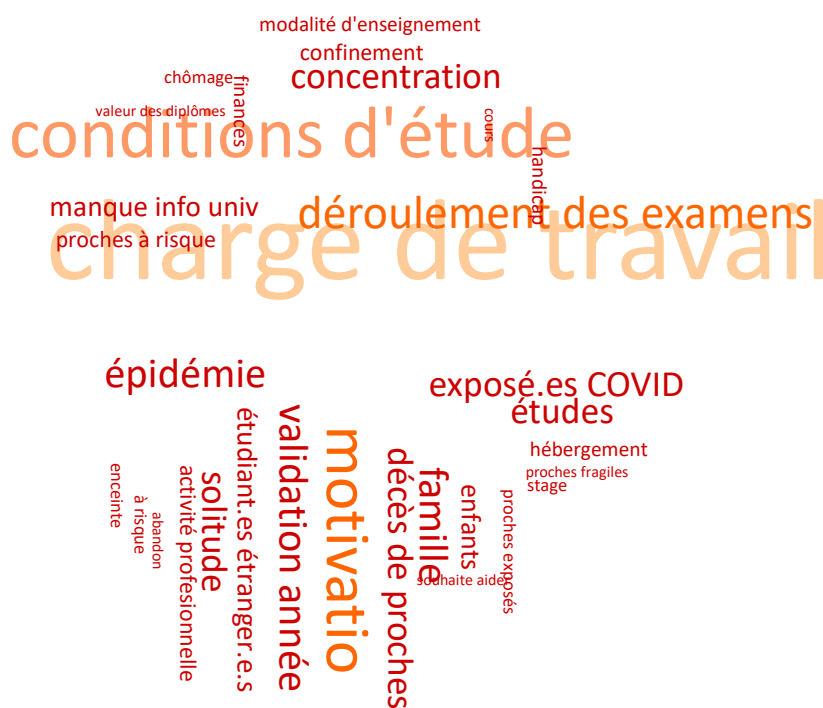
20%⁴. Les résultats présentés ci-après ne sont pas représentatifs de l'ensemble des étudiant.es de la faculté Sociétés et Humanités mais seulement de celles et ceux qui avaient les conditions de connexion et de disponibilité suffisantes pour répondre à ce questionnaire en ligne et qui ont pris le temps de le faire. A ce titre, il est intéressant de situer à grands traits cette population de répondant.es par rapport à l'ensemble des étudiant.es enquêtés au niveau national par l'OVE en 2016⁵, en attendant de pouvoir le faire plus finement avec des données administratives portant précisément sur la population de référence.

¹ Des étudiant.es ont également été sollicités pour la conception et la diffusion de ce questionnaire.
² DEG (droit, économie et gestion) ayant fait sa propre enquête, la direction de cette UFR nous a prévenus que le questionnaire ne serait pas relayé auprès de leurs étudiant.es. Malgré l'implication des représentants de leur composante, seuls 13 étudiant.es de STAPS ont rempli le questionnaire.
³ Entre 5,6% pour les étudiant.es d'Etudes anglophones à 51,2% pour celles et ceux de Lettres, arts et cinéma.
⁴ Ce sont les étudiant.es de l'UFR SHS et de l'Institut de psychologie qui sont les plus représentés dans l'enquête (48% des répondant.es à ce questionnaire y sont rattachés) du fait des effectifs d'inscrits (représentant près d'un tiers des étudiant.es de la faculté SH) combinés à des taux de réponses plus élevés que la moyenne (35% en SHS et 30% en Psychologie).
⁵ Voir : <http://www.ove-national.education.fr/enquete/enquete-conditions-de-vie/>

En termes de similitudes, la structure des âges est très proche de celles de l'ensemble des étudiants (malgré la non-participation des doctorants à l'enquête locale). Des différences sont par ailleurs notables. Les étudiants de l'enquête locale habitent bien plus souvent chez leurs parents que dans l'enquête de 2016 de l'OVE (6 étudiants sur 10 contre 3 sur 10) et seulement 2,3% vivent en résidence universitaire (contre 12,2% au niveau national). Cela est en partie dû au confinement lui-même (27,4% de nos enquêtés ont changé de conditions de logement suite au confinement, très souvent pour retourner vivre chez leurs parents). Enfin, représentant les trois quarts des répondant.es (74,3%), les étudiantes sont surreprésentées dans notre enquête de manière nette au regard de la part des étudiantes au niveau national toutes filières confondues (53,5%) et de façon moins tranchée si l'on se centre sur les Lettres et Sciences Humaines (68,6% d'étudiantes dans ce cas).

Tout d'abord, comment allez-vous ?

Cette première question ouverte, d'apparence un peu formelle, s'est pourtant révélée très riche d'enseignements. Plus de 9 étudiant.es sur 10 y ont répondu, certains en se limitant à un adjectif, mais plus de la moitié en écrivant plusieurs phrases. Si une large majorité des répondants (70%) déclaraient « bien se porter » au moment de l'enquête (deux à quatre semaines après le début du confinement), on dénombre quand même presque 2,6% de « malades » et autant (2,7%) de réponses mentionnant une « guérison ». L'associant ou non à leur santé physique par



contraste, 18,8% s'expriment de manière parfois inquiétante sur leur santé mentale (« Fatigue, stress et angoisse voire dépression » sont les quatre termes les plus fréquemment utilisés pour qualifier leur état psychique). Nombre de commentaires mentionnent aussi des difficultés de « concentration » et surtout de « motivation ».

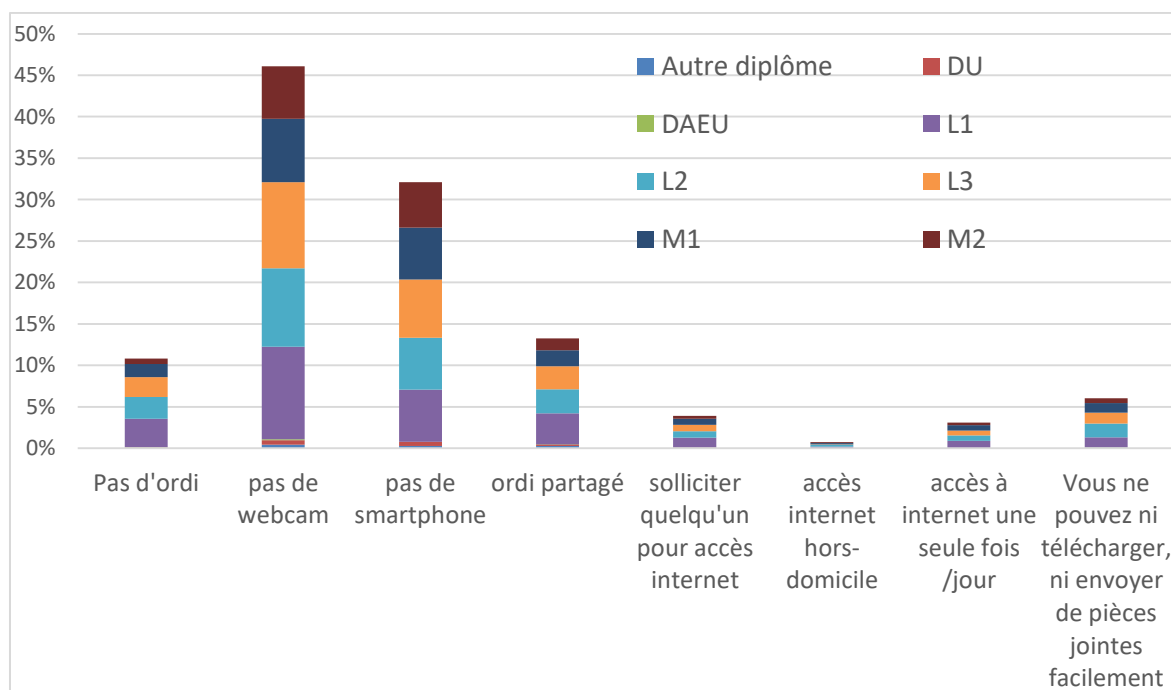
Figure 2 : nuage de mots représentant proportionnellement à leur fréquence les motifs justifiant l'état des répondants

Les principaux motifs d'inquiétude et raisons de cet état sont dans l'ordre croissant de leur fréquence : la santé des proches, l'épidémie, la charge de travail liée aux activités conjointes d'étude, de télétravail, de tâches ménagères et d'assistance à des proches. Sur le plan universitaire, les réponses mentionnent très régulièrement le manque d'information sur le déroulement à venir du semestre, ainsi que les difficultés à maintenir un rythme de travail « habituel » du fait de contraintes matérielles dégradées (celles-ci seront présentées plus bas). Enfin plus d'une quarantaine de réponses évoquent comme source de leurs difficultés leur maladie chronique et le défaut de suivi médical dû au confinement ou encore leur situation de handicap.

Les conditions de connexion : assez bonnes pour répondre au questionnaire, pas forcément pour suivre les cours à distance

En termes d'équipement, les étudiant.es qui ont répondu au questionnaire sont globalement bien loti.es : 88% bénéficient d'un ordinateur équipé d'une suite bureautique et seulement 14,3% doivent le partager avec une autre personne ; 94,3% peuvent bénéficier d'une connexion internet plusieurs heures par jour même si pour 17,7% cette connexion est seulement sur leur téléphone ou nécessite de faire appel à une autre personne ce qui ne facilite pas le travail universitaire en ligne.

Figure 3 : difficultés techniques par niveau de diplôme



Malgré ce bon équipement, peu surprenant étant donné le « filtre » opéré par les modalités de l'enquête, certaines difficultés sont soulevées quel que soit le diplôme préparé (voir figure 3) : seulement 50% des répondants ont une caméra et un micro sur leur ordinateur (nécessaire pour participer à une classe virtuelle dans de bonnes conditions par exemple) et plus d'un quart des étudiants ne disposent que d'une connexion ne leur permettant pas de télécharger des vidéos (20,6%) ou même des pièces-jointes (6,6%). Au-delà de la possibilité d'être connecté.e plusieurs heures par jour, des instabilités de connexion perturbent le suivi des cours, comme cela peut être indiqué dans les réponses aux questions ouvertes sur l'existence de « contraintes fortes » auxquelles les étudiant.es doivent faire face : « *Connexion internet très médiocre qui se déconnecte très fréquemment (une à plusieurs fois par jour et de temps en temps un jour sur deux quand tout le monde n'est pas connecté) et qui ne permet pas de pouvoir toujours télécharger des documents ou faire des cours videoconférences quand c'est nécessaire* ».

Des conditions matérielles de confinement variables, très dégradées pour certain.es

Une minorité de répondant.es (45,6%) déclare des ressources économiques stables et suffisantes au moment de l'enquête (deux à quatre semaines après le début du confinement). En effet, une partie ne bénéficie plus des ressources de leur emploi salarié (19,2% ont vu leur contrat arrêté ou suspendu). Dans les réponses à la question des « contraintes fortes », des situations de parents en perte de revenu sont également évoquées (« *Manque d'argent (puisque mère auto-entrepreneuse, donc plus de salaire. Par ailleurs je ne touche toujours pas la bourse), cela entraîne une anxiété sur comment continuer à se nourrir et à payer le loyer durant le confinement* »).

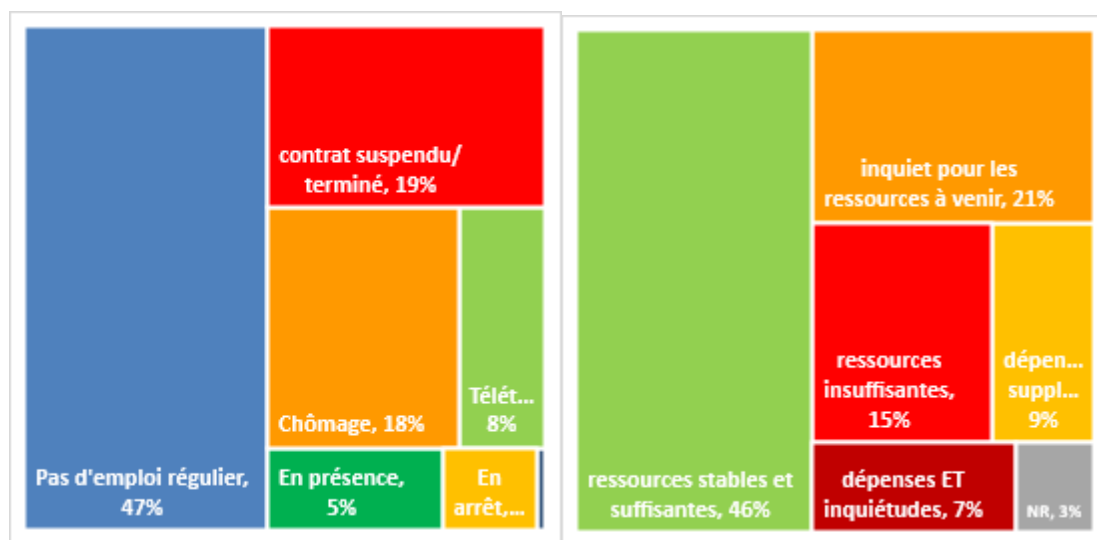


Figure 4 : effets du confinement sur l'emploi et les ressources

8,6% seulement des répondant.es à cette enquête vivent seul.es, 61,6% avec leurs parents, les autres vivent en couple ou en collocation, chez un autre membre de la famille, chez les parents de leurs conjoint.e, etc. Une large part de ceux qui ne vivent pas avec leurs parents en sont géographiquement très éloignés (pour 15,6% ils vivent dans une autre région et 16,9% loin de la métropole ou dans un autre pays). Pour un tiers des enquêtés, le confinement a entraîné des changements dans leurs conditions de logement, changements qui ne sont pas toujours vécus positivement. Ainsi, plusieurs enquêté.es se plaignent de devoir retourner vivre chez leurs parents après avoir goûté à une indépendance appréciée, d'autres évoquent la précipitation qui les a conduit.e.s à ne pas avoir emporté certains documents qui leur font défaut par la suite : « *J'ai dû quitter mon logement pour vivre chez mon frère. Je n'ai pas toutes mes affaires de cours. Je suis angoissée par la situation* ».

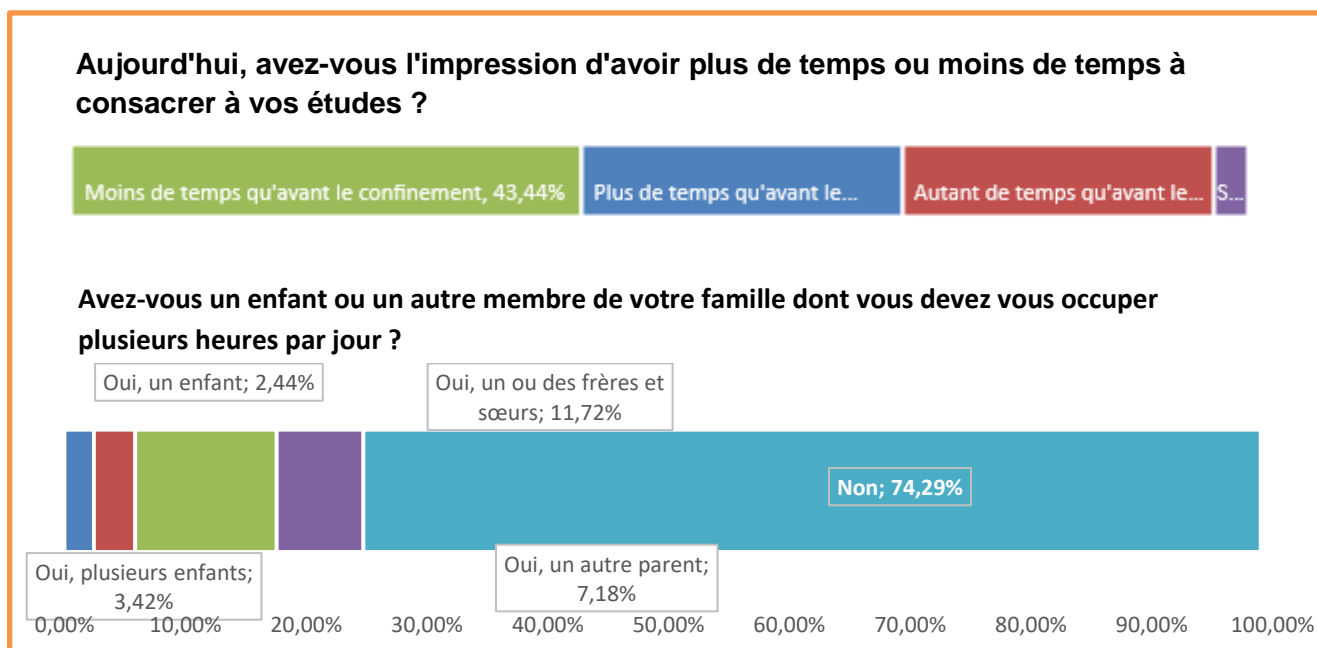
Plus directement en lien avec les études, une minorité d'enquêté.e.s (43,8%) dispose d'un espace qui peut être consacré au travail (où s'isoler et ranger ses affaires de cours), les autres peuvent s'installer dans une partie de pièce commune (22,5%), ont la possibilité de s'isoler par moment (20,7%) ou, pour 12,7%, n'ont pas de lieu fixe pour faire leur travail universitaire.

Au-delà des chiffres, les réponses à la question ouverte des « contraintes fortes » permettent de se rendre compte de ce que signifie ces conditions concrètes de confinement. Ainsi, le manque de silence est souvent pointé : « *La plupart des membres de ma famille étant en télétravail il y'a un bruit permanent et constant. Le soir beaucoup de musique de par les études d'autres membres de ma famille. En bref je rêve de silence* ». De plus, le confinement rend impossible le recours à des espaces dédiés au travail hors du logement : « *Puisque je ne peux travailler que dans une pièce commune, j'ai plus de mal à me concentrer que si j'avais mon propre bureau. Avant, je restais à l'université ou j'allais dans des bibliothèques pour avoir cette concentration* ». Les activités familiales communes peuvent également venir empiéter spatialement et temporellement sur le travail universitaire : « *Je n'ai ni espace de travail, ni chambre (je dors au salon sur un canapé) pour avoir du calme et pouvoir travailler. Je suis souvent sollicité par ma famille qui ne réalise pas que j'ai d'autres responsabilités et cela crée des tensions* ».

La disponibilité pour les études, largement remise en cause par le confinement

En termes de temps disponible, 27,9% des répondant.es déclarent avoir plus de temps qu'avant le confinement. Ainsi, des réponses aux « points positifs » du confinement font par exemple référence au temps de trajet gagné : « *Je suis plus reposée, je n'ai pas mon trajet quotidien de 2h juste l'aller, et j'ai dû temps pour étudier* ». La même proportion (27%) déclare avoir autant de temps qu'avant. Un peu plus de quatre enquêté.es sur dix (44,4%) déclarent par contre moins de temps disponible. Au-delà de cet indicateur subjectif de disponibilité (ou d'indisponibilité) temporelle, d'autres questions permettent de prendre la mesure de ce qui peut venir entraver objectivement le travail universitaire.

Figure 5 : deux aspects de la disponibilité pour les études



Tout d'abord un quart des répondant.es déclare avoir à s'occuper d'une autre personne plusieurs heures par jour. Cela concerne une faible proportion (5,8%) d'étudiant.es qui sont aussi parents (comme cette réponse l'illustre : « *Je dois m'occuper à plein temps de mes jumeaux de 2 ans* ») mais aussi une part non négligeable (11,7%) de celles et ceux qui ont un.e ou des cadet.tes dont ils doivent s'occuper (notamment scolairement), situations qui se donnent également à lire dans des réponses à la question ouverte portant sur les "contraintes fortes", comme celle-ci : « *J'ai une charge domestique beaucoup plus lourde en m'occupant de mes petits frères et sœurs, je dois faire à manger, le ménage derrière eux, les punir, les divertir, faire leur devoir etc... j'ai beaucoup de mal à me consacrer à mes études j'arrive à faire à peu près mes devoirs, ils sont de moins bonne qualité qu'avant et je n'arrive pas à réviser. C'est impossible pour moi* ». 7,3% déclarent également avoir à s'occuper d'une autre personne au quotidien. C'est le cas de cet étudiant : « *Comme je suis le petit fils avec une voiture, je suis allée vivre avec ma grand-mère pour [la] dispenser le plus possible [d]es déplacements aux supermarchés et boulangerie pour éviter qu'elle ne soit contaminée* ».

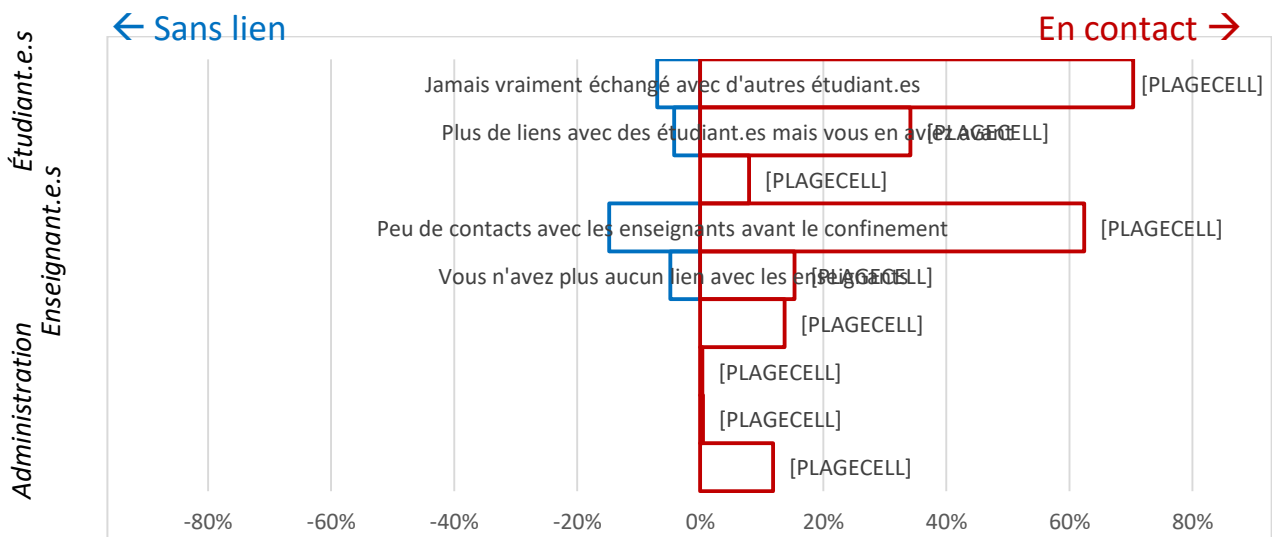
De plus, l'accroissement d'autres occupations concurrentes au travail universitaire est pointé dans une partie non négligeable des réponses sur les « contraintes fortes » comme l'augmentation de la charge domestique (« *Je suis en charge de m'occuper des courses et de l'entretien de la maison car tout le monde est en télétravail chez moi et que je suis celle qui a le moins de charge pour l'instant* ») ou, de manière plus minoritaire mais non isolée, des heures d'emploi rémunéré (« *Je travaille énormément pour remplacer les parents qui doivent s'occuper de leurs enfants au monoprix. Je suis passée de 8h/semaine à des semaines de 18h jusqu'à 31h de travail.* ») ou encore de l'engagement bénévole (« *En tant que secouriste bénévole je me dois d'assurer des gardes de renfort qui peuvent se faire sur les heures de cours* »).

Enfin c'est toute la question de l'inquiétude pour sa propre santé et celle de ses proches qui est à prendre en compte pour mesurer la disponibilité aux études, du moins si l'on en croit une part importante des réponses aux questions ouvertes qui y font mention, comme celle-ci, portant sur les « contraintes fortes » de manière particulièrement marquée : « *J'ai passé la majeure partie du confinement seule à me demander si j'allais être en détresse respiratoire ou pas car j'étais très malade. Mes proches travaillent dans le milieu médical et sont extrêmement exposés en plus d'être des profils à risque, donc je ne dors plus.* »

Garder des liens avec l'Université, rester concerné.e par ses études ?

Suffisamment en lien avec l'Université pour répondre à ce questionnaire, les étudiant.es déclarent davantage de relations à distance avec d'autres étudiant.es qu'avec leurs enseignant.es (11,5% ne déclarent aucun lien avec les premiers contre 19,1% avec les seconds). Il y a fort à parier que les proportions seraient tout autres si le questionnaire avait suivi des voies moins institutionnelles (réseaux étudiants informels ou voies de presse par exemple). Le maintien du lien pédagogique passe d'abord pour les répondant.es par les échanges de mails avec les enseignant.es à égalité avec l'utilisation de la plate-forme Moodle (deux tiers des enquêtés choisissent ces modalités) puis, par les réseaux d'étudiants qui jouent un rôle non négligeable (45,7% des enquêtés choisissent cette modalité).

Figure 6 : description des liens avant et pendant le confinement



L'investissement dans les études se lit aussi dans les réponses aux questions demandant de se positionner sur certains sujets : la validation de leur année d'étude et leur orientation l'année suivante sont plus souvent jugées « prioritaires » (79,2% et 47,7%) que la poursuite des enseignements (36,1%) ou la tenue des examens (20,4%). Une seconde enquête, dont la diffusion est prévue en fin de semestre, devrait permettre d'affiner ce qu'il en est de l'impact du confinement sur les conditions d'études et le travail universitaire.